

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 janvier 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'octroi de l'asile politique
à Julian Assange**

(déposée par
M. Gaby Colebunders et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 januari 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het verlenen van politiek asiel
aan Julian Assange**

(ingediend door
de heer Gaby Colebunders c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Selon des articles parus récemment dans la presse, 60 médecins estiment que Julian Assange pourrait mourir dans sa cellule britannique, tant ils jugent sa santé physique et mentale préoccupante. Un expert des Nations unies en matière de torture a indiqué que Julien Assange présentait des signes de torture psychologique lors de sa dernière apparition publique. Il risque d'être extradé vers les États-Unis, qui souhaitent le poursuivre pour avoir divulgué en 2010, par le biais de Wikileaks, des images de crimes de guerre américains en Afghanistan. Il a également divulgué des informations relatives à l'existence de comptes secrets dans des paradis fiscaux et a montré comment les États-Unis espionnent à grande échelle tous les autres pays du monde. À cet égard, il a donc défendu les droits des petits pays comme la Belgique, qui vivent dans l'ombre des grands blocs.

En décembre 2018, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) a indiqué que 84 journalistes et 10 de leurs collaborateurs ont été assassinés intentionnellement au cours de cette même année. Le 10 décembre 2019, la FIJ a fait provisoirement état, pour l'année 2019, de 49 journalistes assassinés. En novembre 2019, le journaliste palestinien Muath Amameh a perdu un œil après une confrontation avec les services de sécurité israéliens. Partout dans le monde, des démocrates et des activistes ont manifesté leur solidarité en postant des photos sur lesquelles ils arboraient un œil bandé. Nous connaissons tous le cas récent du journaliste saoudien Jamal Ahmad Khashoggi, qui est entré au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul et n'a plus jamais été aperçu par la suite. Les deux régimes très probablement responsables de ces cas sont des alliés militaires, économiques et politiques de notre pays.

Il n'y a pas que dans les pays en développement que la liberté de la presse est menacée. Tant Malte que l'Irlande, la Bulgarie et la Slovaquie ont récemment déploré la mort de journalistes critiques. L'Europe observe elle aussi une augmentation du nombre de gouvernements autoritaires, qui à la fois érodent l'État de droit et cultivent un discours politique radicalisé, qui, dans la pratique, conduit à la polarisation et à la violence. Ce problème n'est pas limité à l'Europe centrale et orientale. L'Italie compte également une vingtaine de journalistes ayant besoin de protection après avoir été menacés.

La liberté de la presse et le journalisme de qualité sont également sous pression en Belgique. À une époque où les fausses nouvelles foisonnent, il est important, en tant que société, d'investir dans un journalisme critique

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Recent verschenen krantenberichten over 60 artsen die vaststelden dat de fysieke en mentale gezondheid van Julien Assange zo slecht is dat hij zou kunnen sterven in zijn Britse cel. Een VN-expert inzake foltering schreef dat Assange bij zijn laatste publieke verschijning sporen vertoonde van psychologische marteling. Hij dreigt uitgeleverd te worden aan de Verenigde Staten. De VS willen Assange vervolgen omdat hij in 2010 via Wikileaks beelden onthulde van Amerikaanse oorlogsmisdaden in Afghanistan. Hij lekte ook informatie over geheime rekeningen in belastingparadijzen en toonde hoe de Amerikaanse regering op grote schaal alle andere landen ter wereld bespioneert. Daarbij kwam hij dus op voor de rechten van kleinere landen zoals België die in de schaduw van grote machtsblokken leven.

De internationale federatie van journalisten (IFJ) maakte in december 2018 bekend dat er dat jaar wereldwijd 84 journalisten en 10 van hun medewerkers doelbewust werden vermoord. Op 10 december 2019 maakte IFJ bekend dat er tot dusver 49 journalisten vermoord werden. In november 2019 nog verloor de Palestijnse journalist Muath Amarneh zijn oog na een confrontatie met de Israëlische veiligheidsdiensten. Wereldwijd betuigden democraten en activisten hun solidariteit door foto's te delen waarop ze een ooglapje droegen. We kennen allemaal het recente voorval waar de kritische Saudi-Arabisch journalist Jamal Ahmad Khashoggi het Saudische consulaat in Istanbul betrad, maar nadien nooit meer gezien werd. Beide regimes die hier hoogstwaarschijnlijk voor verantwoordelijk waren zijn militaire, economische en politieke bondgenoten van ons land.

De persvrijheid wordt niet enkel in ontwikkelingslanden bedreigd. Zowel Malta, Ierland, Bulgarije als Slowakije betreunden recent de dood van kritische journalisten. Ook in Europa groeit het aantal autoritaire regeringen die zowel de rechtstaat uithollen, als ook een verscherpt politieke discours cultiveren dat in de praktijk blijkt te leiden tot polarisering en geweld. Deze problematiek is niet beperkt tot Oost- en Centraal-Europa. Ook in Italië hebben een twintigtal journalisten bescherming nodig na bedreigingen gericht aan hun adres.

Ook in België staan de persvrijheid en kwalitatieve journalistiek onder druk. In tijden waarin *Fake News* welig tiert is het belangrijk om als samenleving te investeren in kritische en onafhankelijke journalistiek. In de realiteit

et indépendant. En réalité, nous constatons cependant que toutes les régions du pays rognent de plus en plus sur les budgets prévus dans ce domaine. Ces économies frappent en même temps notre tradition démocratique très développée et les valeurs du journalisme. Nous constatons de même que tant les partis politiques en place que l'opposition populiste tiennent un discours de plus en plus virulent à l'encontre des "journalistes déconnectés de la réalité". Les exemples étrangers nous montrent que cette rhétorique conduit à une surenchère politique et peut être annonciatrice de violences physiques à l'encontre de journalistes et d'autres penseurs qui font une analyse critique du discours dominant. Dans ces conditions, les médias sont de moins en moins en mesure de remplir leur mission de quatrième pouvoir.

Les lanceurs d'alerte qui divulguent des informations sur les entreprises méritent également davantage de protection. Les journalistes à l'origine des révélations sur les PanamaPapers et LuxLeaks font un travail important pour notre société. Il appartient aux institutions démocratiques de notre pays de garantir leur liberté et leur protection juridique. Nous constatons toutefois qu'en théorie, la directive sur la protection des secrets d'affaires peut être utilisée pour mettre les constructions fiscales et autres pratiques douteuses ayant cours dans les entreprises à l'abri de l'opinion publique. Les lourdes sanctions qu'encourent ceux qui enfreignent cette législation pourraient menacer la transparence et le contrôle démocratique des entreprises. En 2017, nous avons également vu comment un ministre flamand a tenté d'intervenir dans un dossier concernant des subsides réalisés par des journalistes critiques d'Apache. Précédemment, l'ancien chef de cabinet d'un président de parti flamand et un promoteur immobilier ami avaient intenté une action en justice à l'encontre d'Apache pour l'enquête menée sur les conflits d'intérêts entre les autorités communales d'Anvers et le secteur privé de la construction. Ce même promoteur immobilier a payé 60 000 euros à des détectives privés pour qu'ils filent les journalistes d'Apache.

C'est pour ces raisons que nous estimons que la Belgique doit accorder l'asile politique à Julian Assange et à d'autres lanceurs d'alerte qui défendent les idées démocratiques. La Belgique pourrait ainsi renouer avec son rôle de pionnier en matière de droits de l'Homme. En 1830, dans l'Europe de l'absolutisme, la Belgique a choisi une autre voie, celle des droits de l'Homme et, ce faisant, elle a contribué au développement de la pensée démocratique et critique. Souvenons-nous de Karl Marx, de Victor Hugo et d'autres démocrates qui se sont réfugiés dans notre capitale après l'échec de la révolution de 1848. Accorder l'asile à Julian Assange nous

zient we echter dat er in alle delen van het land hier steeds meer op wordt bespaard. Dit is tegelijk een besparing op onze sterk ontwikkelde democratische traditie en de waarden van de journalistiek. We zien eveneens dat er zowel vanuit de gevestigde politieke partijen als vanuit de populistische oppositie een steeds scherper discours klinkt tegenover zogenaamde "wereldvreemde journalisten." Uit buitenlandse voorbeelden zien we dat dit taalgebruik leidt tot een politiek opbod en de voorbode kan zijn van fysiek geweld tegen journalisten en andere denkers die dominante discours kritisch onder de loep nemen. De media kan zo haar taak als vierde macht steeds minder naar behoren uitvoeren.

Ook klokkenluiders die berichten over het bedrijfsleven verdienen meer bescherming. De journalisten die de PanamaPapers en LuxLeaks aan het licht brachten verrichten belangrijk werk voor onze samenleving. Het is de taak van de democratische instellingen van ons land om over hun vrijheid en rechtsbescherming te waken. We zien echter dat de Bedrijfsgeheimenrichtlijn in theorie kan gebruikt worden om fiscale constructies en andere twijfelachtige zaken die zich in het bedrijfsleven afspelen te beschermen voor de publieke opinie. De zware straffen die mogelijk zijn bij overtreding van deze wet vormen mogelijk een bedreiging voor de transparantie en democratische controle op het bedrijfsleven. In 2017 zagen we ook hoe een Vlaamse minister probeerde tussen te komen in het subsidiedossier van de kritische journalisten van Apache. Eerder al sleepten de ex-kabinetchef van een Vlaamse partijvoorzitter en een bevriende projectontwikkelaar Apache voor de rechter voor het onderzoek dat zij deden naar belangenvermenging tussen het Antwerpse stadsbestuur en de private bouwsector. Deze zelfde projectontwikkelaar betaalde 60 000 euro aan privédetectives om de journalisten van Apache te schaduwen.

Om deze redenen vinden wij dat België politiek asiel dient te verlenen aan Julian Assange en andere klokkenluiders die opkomen voor democratische ideeën. België kan in deze zin inhaken op haar historische voorhoederol inzake mensenrechten. In het Europa van het absolutisme koos België er in 1830 voor om een andere koers te varen, namelijk die van de mensenrechten. België maakte zo mee de ontwikkeling van democratische en kritische gedachtegoed mogelijk. Denk maar aan Karl Marx, Victor Hugo en andere democraten die na het gefaalde revolutiejaar 1848 hun toevlucht zochten in onze hoofdstad. Het verlenen van asiel aan Assange

donnerait l'occasion de renouer avec le rôle historique joué par la Belgique en matière de droits de l'Homme tout au long de son histoire.

La Belgique a cosigné le traité d'Amsterdam qu'elle a la seule à assortir d'une déclaration indiquant qu'elle "effectuera un examen individuel de toute demande d'asile présentée par un ressortissant d'un autre État membre". La signature de ce traité, assorti de ladite déclaration, implique qu'en règle générale, la Belgique se fie au bon fonctionnement des États de droit des autres États membres de l'Union européenne mais qu'elle conserve néanmoins la possibilité de remettre cette confiance en cause au cas par cas. C'est notamment pour cette raison que le dissident espagnol Puigdemont a cherché refuge en Belgique. Compte tenu des turbulences croissantes que traverse notre continent et de la situation évoquée plus haut, il nous semble opportun de continuer à examiner au cas par cas, et d'un œil critique, le fonctionnement des autres États membres de l'Union européenne. Concernant M. Assange, il y a certainement de bonnes raisons de penser qu'il est poursuivi pour ses idées politiques et son activisme.

Gaby COLEBUNDERS (PVDA-PTB)
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)

geeft ons de mogelijkheid in te haken op de historische rol die ons land doorheen deze geschiedenis speelde.

België ondertekende mee het verdrag van Amsterdam en was bovendien het enige land dat hier bij een verklaring aflegde om "elk asielerzoek door een onderdaan van een andere EU-lidstaat afzonderlijk [te] behandelen". De ondertekening van dit verdrag met deze verklaring impliceert dat ons land in de regel vertrouwen heeft in het goed functioneren van de rechtstaten van andere EU-lidstaten, maar dat we toch de ruimte laten om dit vertrouwen geval per geval in twijfel te trekken. Onder andere om deze reden zocht de Spaanse dissident Puigdemont zijn toevlucht in België. Gezien de steeds turbulentere tijden waarin ons continent zich bevindt, en de situatie die hierboven geschetst wordt, lijkt het ons opportuun om steeds geval per geval het functioneren van andere EU-lidstaten kritisch onder de loep te nemen. Zeker in het geval van Assange zijn er gegronde redenen om te vermoeden dat hij om zijn politieke ideeën en activisme vervolgd wordt.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que les pays où l'État de droit fonctionne bien ont le devoir, en vertu de la Convention de Genève, d'accorder l'asile politique aux défenseurs des droits de l'Homme qui risquent d'être condamnés pour leur engagement politique;

B. considérant que le cas de M. Assange n'est pas isolé;

C. considérant que les citoyens critiques jouent un rôle fondamental dans toute société démocratique;

D. considérant que les opposants aux crimes de guerre, à la fraude fiscale, aux atteintes à la vie privée et aux opérations d'étouffement des affaires méritent le soutien du Parlement belge;

E. considérant que ce ne sont pas les personnes qui dénoncent les crimes de guerre et la fraude fiscale qui doivent être traduits en justice mais bien celles qui en sont responsables;

F. considérant que certains activistes risquent d'être extradés vers des pays où la peine de mort est encore appliquée, par exemple aux États-Unis;

G. considérant que les conditions de détention des intéressés sont parfois déplorables et que leurs droits ne sont pas toujours garantis;

H. Considérant que la torture est notamment condamnée dans l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) et dans les articles 7 et 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP);

I. considérant qu'aux États-Unis, le lanceur d'alerte Chelsea E. Manning a initialement été condamné à une peine d'emprisonnement de 35 ans;

J. Considérant que l'extradition de prisonniers politiques est interdite en vertu de l'article 3 de la Convention européenne d'extradition;

K. Considérant que la Convention internationale de l'ONU relative au statut des réfugiés interdit l'expulsion de personnes vers des pays dans lesquels elles courraient le risque d'être torturées;

L. considérant que les journalistes critiques subissent des pressions dans beaucoup de régions du monde;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat landen met goed functionerende rechtstaten de plicht hebben mensen die opkomen voor de mensenrechten volgens de conventie van Genève politiek asiel te verlenen wanneer zij om hun politiek engagement veroordeeld dreigen te worden;

B. overwegende dat het geval Assange geen alleenstaand geval is;

C. overwegende dat kritische burgers een fundamentele rol spelen in een democratische samenleving;

D. overwegende dat mensen die zich verzetten tegen oorlogsmisdaden, belastingfraude, privacyschendingen en doofpotoperaties de steun van dit parlement verdienen;

E. overwegende dat niet mensen die oorlogsmisdaden en fiscale fraude aan het licht brengen, maar mensen die ervoor verantwoordelijk zijn voor het gerecht horen te verschijnen;

F. overwegende dat bepaalde activisten uitgeleverd dreigen te worden naar landen waar de doodstraf nog van toepassing is, zoals in de Verenigde Staten;

G. overwegende dat de omstandigheden waarin zij opgesloten worden soms erbarmelijk zijn en hun rechten niet altijd gegarandeerd worden;

H. Overwegende dat foltering veroordeeld wordt in onder andere artikel 5 van de Universele verklaring van de rechten van de mens (UVRM) en in de artikelen 7 en 10 van het Internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten (IVBPR);

I. overwegende dat in de Verenigde Staten de klokkenluider Chelsea E. Manning aanvankelijk veroordeeld werd tot een gevangenisstraf van 35 jaar;

J. Overwegende dat de uitlevering van politieke gevangenen verboden is volgens artikel 3 van het Europees verdrag betreffende uitlevering;

K. Overwegende dat het VN-Verdrag betreffende de status van vluchtelingen verbiedt dat mensen uitgeleverd worden aan landen waar er een reëel risico op foltering bestaat;

L. overwegende dat kritische journalisten in veel delen van de wereld onder druk staan;

M. Considérant que la liberté de la presse est inscrite à l'article 10 de la CEDH;

N. considérant que des journalistes ont été assassinés l'an dernier à Malte, en Slovaquie et en Bulgarie, et que nous pouvons en conclure que le renforcement de la polarisation engendre des violences à l'encontre des journalistes critiques;

O. considérant que, par le passé, la Belgique a déjà joué ce rôle de pionnier;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'annoncer que la Belgique accordera l'asile politique à Julian Assange s'il en fait la demande;

2. de mener une politique active et engagée dans le cadre de laquelle l'asile politique sera accordé aux défenseurs des droits de l'Homme et aux journalistes critiques risquant d'être poursuivis ou déjà poursuivis en raison de leur engagement.

6 janvier 2020

Gaby COLEBUNDERS (PVDA-PTB)
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)

M. Overwegende dat persvrijheid vastgelegd is in artikel 10 van het EVRM;

N. overwegende dat er vorig jaar moorden waren tegen journalisten in Malta, Slowakije en Bulgarije en we daaruit kunnen concluderen dat de verscherpte polarisering leidt tot geweld tegen kritische journalisten;

O. overwegende dat België in het verleden al deze voortrekkersrol speelde;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. bekend te maken dat België Julian Assange politiek asiel zal verlenen indien hij daarom verzoekt;

2. een actieve en geëngageerde politiek te voeren waarin politiek asiel wordt verleend aan mensenrechtenactivisten en kritische journalisten die voor hun engagement vervolgd dreigen te worden of al vervolgd zijn.

6 januari 2020